



“Un ministère sans pays”. Réflexions sur la diplomatie des républiques soviétiques à partir du cas moldave

Etienne Forestier-Peyrat

► To cite this version:

Etienne Forestier-Peyrat. “Un ministère sans pays”. Réflexions sur la diplomatie des républiques soviétiques à partir du cas moldave. *Revista de Istorie a Moldovei*, 2017. halshs-02914741

HAL Id: halshs-02914741

<https://shs.hal.science/halshs-02914741>

Submitted on 14 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etienne Forestier-Peyrat *

«UN MINISTÈRE SANS PAYS». REFLEXIONS SUR LA DIPLOMATIE DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES A PARTIR DU CAS MOLDAVE

Based on a wide range of documentary sources, including archive data, the present study is a general overview of the stages of the current Ministry of Foreign Affairs and European Integration of the Republic of Moldova, starting from the brutal annexation of Bessarabia in June 1940 and passing through all major historical stages, including until the proclamation of the independence of the Republic of Moldova. The study is addressed to both contemporary history specialists and career diplomats.

Key words: diplomacy, peripheral diplomacy, international relations, foreign policy, sovereignty, independence, Ministry of Foreign Affairs.

Le passage des républiques soviétiques à l'indépendance, en 1991, a souvent pu être comparé à l'émancipation d'une relation coloniale, en particulier pour celles d'entre elles qui avaient fait l'objet de l'annexion la plus brutale, en 1940, à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov¹. Le recours à l'approche post-coloniale et un examen comparé avec l'histoire de la décolonisation hors d'Europe n'est pas dénué d'intérêt pour comprendre les rapports de force politiques qui se jouent dans les dernières années de la Perestroïka². La comparaison a, cependant, des limites qui tiennent à la configuration particulière du pouvoir soviétique, qui a permis aux nouveaux Etats indépendants de disposer de la plupart des institutions politiques, administratives, juridiques et économiques nécessaires à leur fonctionnement autonome. En cela, ils se distinguent très nettement des Etats décolonisés des années 1950-1960, où les structures laissées par les puissances coloniales sont squelettiques et souvent incapables de fonctionner dans leur phase initiale sans appui des anciens administrateurs coloniaux³.

De tous les legs soviétiques, le plus étonnant est peut-être celui qui concerne les relations internationales. En effet, depuis le début de l'année 1944, les relations internationales, politiques, économiques et culturelles, font partie des compétences

* Etienne Forestier-Peyrat, maître de conférences en histoire à Sciences Po Lille, IRHIS, Université de Lille. Etienne.peyrat@sciencespo-lille.eu. L'auteur tient à remercier Gheorghe Cojocaru, Veronica Zlatov, Jérémie Petit et l'ambassadeur Alexei Cracan pour leur aide au cours de la recherche débouchant sur cet article. Elle s'est effectuée dans le cadre du projet « SOVFED – Nouvelles Approches du Fédéralisme Soviétique », financé par Sciences Po (Paris) et co-dirigé par Sabine Dullin.

¹ Sergiu Musteață, Igor Cașu (dir.), *Fără termen de prescripție. Aspecte ale investigării crimelor comunismului în Europa*, Chișinău, Cartier, 2011.

² Matei Cazacu, Nicolas Trifon, *Un Etat en quête de nation. La République de Moldavie*, Paris, Non Lieu, 2010, pp. 26-30.

³ Basil Davidson, *The Black Man's Burden. Africa and the Curse of the Nation-State*, New York, Times Books, 1992 ; Robert H. Jackson, *Quasi-States: Sovereignty, International Relations, and the Third World*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1990.

partagées entre le pouvoir central et les républiques, en raison d'une modification constitutionnelle décidée au plus haut niveau et annoncée par le commissaire aux Affaires étrangères V. Molotov, le 27 janvier 1944⁴. Rapidement, chaque république soviétique se dote d'un commissariat aux Affaires étrangères (ministère à partir de 1946), bien que la plupart des prérogatives continuent à être exercées par le ministère moscovite⁵. Si la création de ces ministères a suscité un intérêt parmi les observateurs internationaux jusqu'à la fin des années 1940, l'excitation est vite retombée et leur activité n'a donné lieu à quasiment aucune analyse depuis⁶. Pourtant, en dépit de vicissitudes manifestes, ces ministères fonctionnent bel et bien jusqu'à la fin de l'URSS et constituent la base des appareils diplomatiques ultérieurs. Ainsi, en février 1991, le ministre des Affaires étrangères de la République socialiste moldave (RSSM), Nicolae Țău, peut proclamer au journal *România liberă*: «Nous ne sommes plus un ministère sans pays⁷». Il fait référence à la proclamation de souveraineté moldave, le 23 juin 1990, qui a entraîné la Moldavie sur la voie de l'indépendance et ouvert de nouvelles perspectives à son ministère.

L'objectif de cet article est d'explorer le problème posé par l'existence de ces «ministères sans pays», qui enrichit la compréhension de l'histoire diplomatique générale de l'URSS tout en permettant aussi une meilleure analyse de l'évolution des États indépendants depuis 1991. Le cas moldave est un point d'observation à la fois spécifique et emblématique. Certes, la RSSM vit dans l'ombre des RSS d'Ukraine et de Biélorussie, qui ont obtenu un siège à l'ONU et disposent de ministères des Affaires étrangères relativement actifs⁸. Son ministère, créé en 1946, ressemble plus, à priori, à celui de la RSS géorgienne, que le journaliste Alexander Werth visite la même année et décrit comme une institution que «personne ne prenait au sérieux⁹». Mais ce ministère, modeste en taille et en moyens, qui reste presque constamment hébergé par l'administration du conseil des ministres de la république, n'en représente pas moins un point d'observation pour comprendre comment les acteurs républicains de l'époque soviétique conçoivent leurs relations avec le monde extérieur et s'efforcent de placer sur la carte du monde la Moldavie.

Cette approche suppose de reprendre trois questions. Il faut d'abord appliquer à l'Union soviétique les changements conceptuels plus généraux dans l'étude des relations internationales, en ne limitant pas la diplomatie au *hard power*. Si on se cantonne aux seules questions militaires, géostratégiques et de haute politique, les républiques ne jouent en effet qu'un rôle très épisodique dans l'histoire des rela-

⁴ Discours au Plénum du Comité central du VKP(b), 27 janvier 1944, RGASPI, f. 82, op. 2, d. 48, ll. 2-3.

⁵ Vernon V. Aspatourian, *The Union Republics in Soviet Diplomacy. A Study of Soviet Federalism in the Service of Soviet Foreign Policy*, Genève-Paris, Droz-Minard, 1960.

⁶ Dans le cas moldave, la principale exception est l'ouvrage d'Artur Cozma, *Diplomația Republicii Moldova în perioada anilor 1944-2001*, Thèse de doctorat, AȘ a Moldovei, Institutul de Istorie, Stat și Drept, Chișinău, 2007.

⁷ Nicolae Țău, «Nu mai suntem un minister fără țară», *România liberă*, 1^{er} février 1991, p. 4.

⁸ Theofil I. Kis, *Nationhood, Statehood and the International Status of the Ukrainian SSR/Ukraine*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1989.

⁹ Alexander Werth, *Russia at War, 1941-1945*, Londres, Barrie & Rockliff, 1964, p.

tions extérieures de l'URSS après 1944. En revanche, si l'on inclut l'économie, la culture et les affaires sociales et consulaires, le rôle des institutions républicaines apparaît loin d'être anodin, à l'instar de celui joué par d'autres entités subétatiques appartenant à des ensembles fédéraux¹⁰. La seconde question consiste à inscrire les MAE républicains dans les réseaux de pouvoir, car leur rôle ne peut être examiné de manière indépendante des liens avec les Comités centraux et Conseils des ministres républicains, ou avec le ministère des Affaires étrangères fédéral. Il faut enfin être attentif aux variations éventuelles entre républiques, en considérant la possibilité que chaque république développe des directions propres dans la gestion de ses relations extérieures, du fait de caractéristiques objectives ou de la volonté de ses acteurs.

Les analyses qui suivent reposent à la fois sur une étude des sources du MAE moldave, qui permettent de reconstituer l'activité du ministère à partir des années 1950, et d'autres sources archivistiques, moldaves ou étrangères. Les archives du MAE proprement dites (AMAEIERM) ne recouvrent qu'un nombre relativement limité de dossiers et ont la particularité d'avoir été conservées au ministère lui-même, alors même que depuis 1972 leur transfert aux archives de la république était autorisé¹¹. Il convient dès lors de les croiser aux sources du Parti communiste moldave (AOSPRM), qui dispose à partir de 1970 d'un Département de l'information et des relations internationales jouant un rôle-clé dans la supervision des questions internationales, en particulier pour ce qui touche à la place de la Moldavie dans le conflit roumano-soviétique¹². Combinées avec des sources publiées et entretiens, ces archives permettent de reconstituer une page étonnante de l'histoire moldave.

Dégel et ouverture des républiques

Il ne faut pas voir un hasard à ce que les archives conservées du MAE moldave s'ouvrent pas une lettre du ministère fédéral, décrivant les mesures à prendre pour le passage d'une délégation yougoslave dans la république à la fin de mai 1956¹³. Quelques semaines après le célèbre discours de N.S. Khrouchtchev critiquant le «culte de la personnalité» au XX^e Congrès du PCUS, cette lettre traduit les effets du dégel sur les échanges avec l'étranger. La reprise des relations avec la Yougoslavie, potentiellement importante pour les républiques du sud-ouest soviétique, est une des caractéristiques de la période¹⁴. Mais la lettre évoque en réalité un aspect bien précis de cette visite, celle de la «nécessité de hisser également, aux côtés des drapeaux soviétique et yougoslave, un drapeau de la république [moldave], de dimensions égales». Il s'agit donc bien de mettre en scène la figure de la RSSM vis-à-vis de l'étranger: au moment où arrive cette lettre, le MAE moldave se trouve dans une situation d'inactivité quasi-

¹⁰ Stéphane Paquin, *Paradiplomatie et relations internationales : théorie des stratégies internationales des régions face à la mondialisation*, Bruxelles, PIE-P. Lang, 2004.

¹¹ Lettre du MAE fédéral au MAE moldave, 24 mai 1972, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 10, f. 162.

¹² Gheorghe Cojocaru, *Confruntarea sovieto-română pe frontul ideologic din RSS Moldovenească (1968-1979). Studii și documente*, Iași, Tipografia Moldova, 2011, pp. 257-258.

¹³ Lettre du MAE fédéral au premier ministre et MAE moldave, Gherasim Rudi, 23 mai 1956, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 1, f. 1.

¹⁴ Svetozar Rajak, *Yugoslavia and the Soviet Union in the Early Cold War. Reconciliation, Comradeship, confrontation, 1953-1957*, Londres-New York, Routledge, 2011.

totale, dans laquelle il est plongé depuis la fin des années 1940¹⁵. Privé de ministre de plein exercice et dirigé par le président du Conseil des ministres Gherasim Rudi, le MAE ne compte que deux employés. Sa réactivation à partir de 1956, qui s'accompagne du transfert de son financement par le MAE central aux autorités républicaines, est un processus tortueux, mais qui s'inscrit nettement dans ce que le discours soviétique de l'époque nomme « l'élargissement des droits des républiques¹⁶ ».

Aux côtés de mesures visant à renforcer les prérogatives politiques, économiques et culturelles des républiques, cet « élargissement des droits » voit en effet les républiques acquérir une nouvelle place dans les relations extérieures de l'Union soviétique. Le premier de leurs rôles consiste dans l'accueil d'un nombre croissant de délégations étrangères. Ce sont d'abord des groupes de diplomates étrangers en poste à Moscou qui visitent les républiques dans le cadre de visites collectives, mais les types de délégations – politiques, culturelles, scientifiques – se multiplient. Dès le printemps 1958, le MAE fédéral éditte un *Aide-mémoire* relatif à l'accueil des délégations étrangères en URSS, qui prévoit notamment un contrôle limitatif, par le KGB républicain, des sites susceptibles d'être inclus dans les programmes de visite¹⁷. Dans le cas moldave, la première application de ces règles intervient lors de la Décade de la culture roumaine, organisée à Chișinău en août-septembre de la même année. Alors que les relations culturelles ont déjà repris depuis 1953, il s'agit cependant du premier événement de grande ampleur tenu dans la capitale moldave¹⁸.

Les relations avec la Roumanie frontalière constituent une orientation naturelle pour la Moldavie. C'est sur la base d'un traité roumano-soviétique de novembre 1949 que les Roumains prennent l'initiative, en s'adressant directement au gouvernement moldave pour suggérer la création d'une commission technique bilatérale afin de gérer les équipements sur le fleuve Prut¹⁹. Autorisée par le MAE central, cette commission fait interagir les gardes-frontières et les ministères républicains, notamment le ministère du Transport automobile, avant de s'élargir à la question des ouvrages hydrauliques sur le Prut. La particularité de cette institution est de demeurer un lieu de coopération bilatérale y compris dans les années les plus tendues de la relation roumano-soviétique. Si les autorités moldaves s'inquiètent de la pénétration éventuelle de littérature séditeuse ou de la contrebande, elles n'envisagent cependant pas de durcissement des modalités de circulation, de commerce ou des procédures de collaboration technique²⁰. En cela, la gestion frontalière en Moldavie reprend les pratiques développées par le pouvoir soviétique dès l'entre-deux-guerres, qui ménageai-

¹⁵ Artur Cozma, *op.cit.*, 2007, pp. 176-177.

¹⁶ David Zlatopol'skij, *Leninskaja politika i dal'nejshee rasshirenie prav sojuznykh respublik*, Moscou, Znanie, 1957.

¹⁷ *Pamjatka dlja ministerstv i vedomstv po nekotorym voprosam organizatsii raboty s prieszhajushchimi v Sovetskij Sojuz inostrannymi delegatsijami*, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 1, ff. 14-20.

¹⁸ Ruslan Șevcenکو, « Relațiile internaționale ale RSS Moldovenesti (1953-1955) », *Studia Universitatis. Seria Științe umaniste*, No. 4 (44), 2011, pp. 83-86.

¹⁹ Lettre du chef du gouvernement moldave, Alexandru Diordiță, au premier secrétaire du CC PCM, Zinovie Serdiuk, 7 juillet 1958, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 1.

²⁰ Voir les correspondances relatives aux négociations en 1978 dans Gheorghe Cojocar, *op.cit.*, 2011, *passim*.

ent des sphères autonomes d'interaction entre autorités chargées localement de la frontière²¹.

La Moldavie et l'intégration régionale

Les relations frontalières de la Moldavie avec la Roumanie renvoient au rôle plus général des relations avec le bloc de l'Est dans l'ouverture des républiques soviétiques à l'international. On connaît de mieux en mieux, grâce à une historiographie en plein développement, les processus d'intégration qui se nouent au sein de ce bloc et en viennent à constituer un pendant, certes imparfait, aux processus d'intégration en Europe occidentale. À partir de 1955, le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) se lance ainsi dans la coordination des plans économiques nationaux, afin de dépasser des parallélismes faisant obstacle au rapprochement des économies de l'URSS et des démocraties populaires²². Sur un plan culturel, l'évolution se traduit par l'apparition de ce qui a pu être qualifié de «projet d'amitié», reposant sur des jumelages, partenariats et coopérations diverses: en 1958, l'ancienne VOKS est remplacée par une Union des sociétés soviétiques d'amitié (SSOD), qui vise à nourrir des partenariats et échanges véritablement populaires, alors que la VOKS avait toujours conservé une dimension élitiste²³. Des branches républicaines de la SSOD sont créées aussitôt dans les républiques²⁴. Cet internationalisme socialiste se traduit par une multiplication des liens transversaux qui concernent aussi, jusqu'à la rupture du début des années 1960, la Chine populaire²⁵.

La multiplication des échanges internationaux s'accompagne d'une charge accrue sur les organes diplomatiques soviétiques. Le MAE fédéral, qui n'était habitué à traiter qu'un niveau relativement faible d'affaires consulaires du fait de l'isolement de l'URSS à la fin de la période stalinienne, ploie sous les missions. À la gestion des passeports et visas de citoyens voyageant vers ou depuis le bloc de l'Est s'ajoutent de nombreuses demandes de migration et de regroupement familial²⁶. On observe également les conséquences de la grande «remue d'hommes» découlant de la Seconde Guerre mondiale, puisque se multiplient les requêtes de personnes nées en URSS, s'y étant marié et ayant eu des enfants ou y ayant travaillé, pour obtenir des copies des actes officiels relatifs à ces étapes de leur vie. Ces demandes, transmises par les consulats soviétiques en Europe centrale, passent par Moscou avant d'être renvoyées vers

²¹ Sabine Dullin, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Editions de l'EHESS, 2014.

²² Simon Godard, «Construire le bloc de l'Est par l'économie? La délicate émergence d'une solidarité internationale socialiste au sein du Conseil d'aide économique mutuelle», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011/1 (n 109), pp. 45-58.

²³ Rachel Applebaum, «The Friendship Project: Socialist Internationalism in the Soviet Union and Czechoslovakia in the 1950s and 1960s», *Slavic Review*, Vol. 74, No. 3 (Fall 2015), pp. 484-507.

²⁴ Rapport de la présidente de la SSOD moldave, A. Saltanovskaja, au CC PCM, décembre 1966, AOSPRM, f. 51, inv. 28, dos. 258, ff. 1-15.

²⁵ Patryk Babiracki, Austin Jersild (dir.), *Socialist Internationalism in the Cold War. Exploring the Second World*, Palgrave Macmillan, Cham, 2016.

²⁶ Lettre de la Direction consulaire du MAE fédéral au MAE moldave, 15 octobre 1960, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 1, f. 86.

les républiques concernées où sont conservées les archives, en premier lieu la RSFSR, l'Ukraine, la Biélorussie, mais aussi la Moldavie, du fait de sa situation frontalière et de son histoire complexe.

Le labyrinthe bureaucratique que suivent ces dossiers décide les autorités centrales à autoriser le 23 mars 1959 les relations directes entre consulats soviétiques dans les démocraties populaires et MAE républicains, afin de simplifier leur traitement²⁷. C'est sur cette base que les républiques se mettent à traiter directement un certain nombre de demandes d'immigration, d'obtention d'attestations et de documents authentifiés et d'émission de passeports étrangers, soulageant la Direction consulaire du ministère central²⁸. Le volume d'affaires traitées en Moldavie est réduit, par comparaison à ce que traite par exemple le MAE ukrainien, qui doit gérer plusieurs milliers de demandes par an²⁹. Cependant, le nouveau système entraîne un surcroît de travail et une ouverture accrue sur le monde extérieur. Les archives moldaves conservent la trace de ces correspondances avec les ambassades soviétiques dans les pays de démocratie populaire³⁰. On observe une montée en puissance rapide des questions liées aux pensions de retraite, à la sécurité sociale et à l'aide familiale, ce qui traduit à la fois la mise en place de formes d'Etat-providence dans l'ensemble du bloc de l'Est et la signature d'accords bilatéraux, notamment dans le champ de la sécurité sociale. Ces questions relèvent en effet à la fois des organes fédéraux et républicains, par exemple des syndicats et ministères de la Sécurité sociale. La république se fait en cela garante des engagements internationaux pris par le pouvoir central, rejoignant une problématique de plus en plus importante pour les régimes fédéraux dans l'après-1945³¹.

Les autorités moldaves encouragent la publication de travaux évoquant cette coopération socialiste, tout en imposant une réécriture rétrospective de certains passages concernant les relations avec des pays tombés en disgrâce, tels que la Chine, l'Albanie et la Roumanie³². A partir de la fin des années 1960, le spectre des correspondants du MAE moldave s'étend encore du fait de la possibilité, ouverte en février 1969, de correspondre aussi directement avec les ambassades et consulats des pays socialistes installés en URSS. Ceux-ci se multiplient au début des années 1970 dans la

²⁷ Circulaire du MAE fédéral aux MAE républicains, ambassades et consulats soviétiques, 21 janvier 1961, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 1, ff. 88-89.

²⁸ Rapport de N.I. Moljakov sur l'activité de la Direction consulaire du MAE fédéral, non daté (début 1970), AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 1, f. 167.

²⁹ Lettre du MAE ukrainien au MAE moldave, 14 avril 1975, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 11, ff. 362-363.

³⁰ Rapport du département consulaire de l'ambassade soviétique en RDA, transmis au MAE moldave, 31 mai 1972, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 10, ff. 166-168.

³¹ Francisco Aldecoa, Michael Keating (dir.), *Paradiplomacy in Action. The Foreign Relations of Sub-national Governments*, Londres-Portland, Frank Cass, 1999.

³² Lettre du Comité d'Etat pour la presse et l'édition de RSSM au CC PCM, 25 juillet 1968, ANRM, f. 3231, inv. 2, dos. 250, ff. 51-56, cité par Elena Negru, Gheorghe Negru (éd.), *"Cursul deosebit" al României și supărare Moscovei. Disputa sovieto-română și campaniile propagandistice antiromânești din RSSM (1965-1989), Vol. 1 (1965-1975)*, Chișinău, AȘM – Institutul de Istorie, Stat și Drept, 2013, pp. 290-291; Samson Madievskij, *Sovetskaja Moldavija-V'etnam*, Chișinău, Cartea Moldovenească, 1971.

région, bien qu'aucune n'ouvre directement à Chişinau: la Bulgarie ouvre ainsi un consulat-général à Kiev en 1971, en plus de celui qu'elle possédait à Odessa³³, la Pologne dispose de plusieurs consulats à Minsk, Kiev et Leningrad³⁴, de même que la RDA et la Tchécoslovaquie. La circonscription des consulats à Kiev et Odessa s'étend en général à la Moldavie, ce qui entraîne des interactions régulières, notamment à travers des visites de diplomates. Progressivement se met ainsi en place une diplomatie en mode mineur, aux marges de l'empire soviétique.

Une question de «cadres»

Il convient, pour mieux comprendre les enjeux auxquels sont confrontés les ministères républicains dans cette nouvelle conjoncture, d'étudier spécifiquement la question du personnel dont ils disposent pour leurs missions. Les tâches consulaires qui occupent le devant de la scène supposent une spécialisation des employés et une coopération avec les autres institutions républicaines. A la fin des années 1960, demandant de réviser les cadres du ministère en lien avec l'accroissement de son activité, le secrétaire-général Piotr Ipatenko demande un effectif de quatre fonctionnaires, sans compter le personnel de service partagé avec l'administration du conseil des ministres³⁵. Ces effectifs, souligne-t-il, seraient comparables à ceux des MAE d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Tadjikistan et de Kirghizie. Ipatenko fait preuve d'une analyse lucide de la situation de son ministère et n'établit pas d'équivalence avec les ministères bien plus fournis des républiques voisines. La correspondance échangée avec les instances républicaines et centrales souligne pourtant de manière inlassable la charge de travail considérable qui pèse sur le personnel.

Mais plus que comme une simple question d'effectifs, la question des cadres se pose du point de vue des compétences. Comment disposer, en effet, de cadres disposant des qualifications nécessaires, linguistiques, techniques, juridiques et sociales liées à l'exercice de fonctions diplomatiques et consulaires, fût-ce à une échelle modeste ? La Moldavie ne dispose à l'époque, comme la plupart des petites républiques de l'Union, que de peu de filières consacrées à la formation de cadres pour l'international. Elle ne peut que rarement attirer, pour travailler dans son MAE, de cadres venus du centre et doit se replier le plus souvent sur des employés locaux³⁶. Sur place, les principaux lieux d'un savoir-faire vis-à-vis de l'étranger sont les organes chargés du tourisme, à savoir la Direction du tourisme étranger et l'organisation *Intourist*³⁷. On y trouve notamment des guides-interprètes connaissant les langues et ayant l'expérience de l'accueil de groupes étrangers. On constate dès lors dans le cas moldave,

³³ Note verbale du consulat-général de Bulgarie à Kiev au MAE moldave, 22 juillet 1971, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 10, f. 115.

³⁴ Note verbale du MAE soviétique à l'ambassade polonaise en URSS, 9 août 1971, *Ibid.*, f. 117.

³⁵ Lettre du secrétaire-général du MAE moldave, Piotr Ipatenko, au chef du gouvernement Alexandru Diordiță, non datée (1969), AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 10, ff. 50-51.

³⁶ Rapport sur le personnel du MAE moldave, 29 janvier 1982, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 23, ff. 10-13.

³⁷ Lettre de la Direction du tourisme étranger de RSSM à Ivan Bodiul, 11 janvier 1967, AOSPRM, f. 51, inv. 28, dos. 92, ff. 3-4 ; rapport de la Direction du tourisme étranger de RSSM, 17 février 1967, AOSPRM, f. 51, inv. 28, dos. 94, ff. 120-127.

ce qui constituer une de ses spécificités, la place importante occupée par ce personnel. Si ce recrutement permet de répondre aux enjeux linguistiques de l'accueil des étrangers, il ne répond pas au problème des compétences techniques de plus en plus nécessaires.

Dès lors, trois grandes questions orientent la politique des cadres au sein des ministères républicains aux affaires étrangères. La première concerne ce qui est perçu comme le statut inférieur des employés de ces ministères, par rapport à ceux du MAE central. L'obtention de «grades diplomatiques» et l'alignement des salaires sur ceux versés à leurs collègues centraux constituent un motif récurrent dans la correspondance. Ces revendications sont appuyées sur un deuxième enjeu, lié à la formation des cadres républicains. Le MAE moldave met systématiquement en avant, dans le rapport annuel qu'il envoie, les mesures prises pour améliorer la formation de son personnel, sur un plan linguistique, juridique et idéologique notamment³⁸. Le MAE doit aussi apparaître comme un lieu de rectitude idéologique, ce qui se traduit par l'organisation fréquente de séminaires internes, mais aussi de formations destinées à sensibiliser les cadres de la république aux questions internationales actuelles. La troisième question est celle de l'envoi éventuel de personnel du MAE moldave dans les postes soviétiques à l'étranger, dans le cadre de stages ou d'affectations permanentes, demande répétée tout au long des années 1970³⁹. Il s'agit là d'une demande formulée par la plupart des MAE républicains, mais qui se heurte souvent aux qualifications perçues comme insuffisantes de leurs employés par les autorités centrales, ainsi qu'à la rareté des postes et à la nécessité d'approbation par le CC du Parti communiste central.

Le MAE moldave semble donc surtout interagir, en ce qui concerne son personnel et son recrutement, avec l'intérieur de la république. Certaines formes d'ouverture existent cependant, caractérisée par exemple par l'accueil de stagiaires provenant d'universités et institutions centrales. Le MGIMO, devenu depuis les années 1950 l'établissement-phare pour la formation des diplomates soviétiques, se met ainsi à envoyer des étudiants en stage dans les MAE républicains⁴⁰. Il n'est guère possible, sur la base des documents disponibles, de reconstituer l'ampleur du phénomène: l'affectation en stage à Chișinău ne constituait vraisemblablement pas le couronnement d'une scolarité remarquable, au regard des autres postes proposés. Mais un étudiant affecté au MAE entre septembre 1973 et janvier 1974, Valerij Tikhonov, fait contre mauvaise fortune bon cœur, en soulignant dans son rapport de stage les spécificités du travail dans un ministère républicain⁴¹. Il souligne avant tout l'intérêt qu'a constitué pour lui l'accueil des délégations étrangères et les relations avec les consulats étrangers à Kiev. Il a également découvert les dimensions économiques et culturelles

³⁸ Rapport d'activité du MAE moldave au MAE central pour l'année 1971, 15 mars 1972, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 11, f. 122; lettre des Cours de langues étrangères du MAE central au MAE moldave, 8 octobre 1971, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 10, ff. 123-125.

³⁹ Rapport d'activité du MAE moldave au MAE central pour l'année 1971, 15 mars 1972, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 11, f. 123.

⁴⁰ Marie-Pierre Rey, «Diplomatie et diplomates soviétiques à l'ère du dégel, 1953-1964», *Cahiers du monde russe*, No. 44 (2-3), 2003, pp. 309-322.

⁴¹ Rapport de stage de Valerij Tikhonov, 23 janvier 1974, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 14, ff. 2-6.

de l'action extérieure moldave, à travers l'organisation de l'exposition agricole *Vinplodmash* 73. Enfin, les ressources archivistiques et documentaires conservées à Chișinau lui ont permis de travailler à son mémoire sur *La Turquie et les Balkans dans l'entre-deux-guerres*. C'est dès lors aux réalités d'une diplomatie périphérique en pleine croissance, notamment sur le plan économique, que peuvent se confronter les stagiaires qui séjournent en Moldavie⁴².

Quelle reconnaissance pour les républiques?

À travers la question des cadres s'énonce en effet le problème plus général de la reconnaissance octroyée aux républiques dans le cadre de la poursuite des relations internationales de l'URSS. Cette question ne saurait s'aborder du seul point de vue des MAE républicains, car on sait le rôle qu'y jouent les dirigeants des républiques eux-mêmes. On voit ainsi le premier secrétaire du PC moldave entre 1961 et 1980, Ivan Bodiul, jouer un rôle international important à partir de la seconde moitié des années 1960, lorsque la rupture consommée avec la Roumanie entraîne une attention accrue à la situation moldave. Acteur-clé de la lutte contre l'influence roumaine, il s'efforce également de limiter les expressions publiques de l'antagonisme soviéto-roumain en Moldavie, pour préserver les susceptibilités de la population et de l'intelligentsia locales⁴³. Cette place de Bodiul et de la république moldave dans le duel soviéto-roumain est mise en lumière à l'été 1976, lorsque le ministère des Affaires étrangères contribue à l'organisation du passage de Ceaușescu à Chișinau, en route vers Moscou pour une rencontre très symbolique avec Brejnev⁴⁴. En ce sens, Bodiul joue un rôle similaire à celui des autres grandes figures républicaines intronisées depuis le début des années 1960 et le passage personnel de Brejnev en Moldavie au début des années 1950 apparaît comme le garant d'une certaine faveur pour la république, bien que l'intéressé se défende de tout favoritisme⁴⁵.

Au-delà d'un jeu de personnes, se pose la question d'une reconnaissance du rôle croissant joué par les républiques dans les relations extérieures de l'URSS : elles y contribuent particulièrement dans le domaine des relations économiques, culturelles et éducatives, que les autorités centrales cherchent à instrumentaliser dans le cadre d'une Guerre froide qui implique une rivalité de modèles. L'accueil d'étudiants du Tiers-Monde, en particulier francophones dans le cas de la Moldavie, est une des manières par lesquelles les républiques contribuent à cette tâche⁴⁶. Les facultés scientifiques de l'université de Chișinau accueillent ainsi à partir des années 1970 de nom-

⁴² Rapport de stage de S.K. Moraru, 20 novembre 1982, AMAEIEM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 21, f. 173.

⁴³ Elena Negru, Gheorghe Negru (éd.), „Cursul deosebit” al României și supărare Moscovei. Disputa sovieto-română și campaniile propagandistice antiromânești din RSSM (1965-1989), Vol. 1 (1965-1975), Chișinau, AȘM – Institutul de Istorie, Stat și Drept, 2013, pp. 29-30; Igor Cașu, „Politica națională” în Moldova sovietică (1944-1989), Chișinau, Cartdidact, 2000, pp. 62-64.

⁴⁴ Rapport de Bodiul au CC PCUS, 14 décembre 1976, AOSPRM, f. 51, inv. 40, dos. 25, ll. 114-119 ; *Sub semnul prieteniei frățești româno-sovietice*, Bucarest, Editura Politică, 1977.

⁴⁵ Susanne Schattenberg, Leonid Breschnew. *Staatsman und Schauspieler im Schatten Stalins. Eine Biographie*, Cologne, Böhlau, 2017, pp. 155-185; Ivan Bodiul, *Dorogoj zhizni. Vremja, sobytija, razdum'ja*, Chișinau, Cușnir & Co., 2002, pp. 58-59.

⁴⁶ Constantin Katsakioris, *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, Thèse de doctorat en histoire, EHESS, Paris, 2015.

breux étudiants originaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord⁴⁷. Mais les républiques sont aussi mises à contribution en matière de coopération et d'aide au développement. C'est ainsi qu'elles sont associées à la préparation des plans de coopération technique et scientifique avec les pays étrangers, en contrepartie d'une participation matérielle en experts et financements⁴⁸. Ainsi, le ministère moldave en charge des affaires hydrauliques est sollicité pour fournir en 1978 17 experts techniques pour l'Algérie, l'Iran et le Yémen dans le cadre de l'aide soviétique à ces pays⁴⁹.

Les relations avec les pays du Tiers-Monde ne sont pas exclusives d'une orientation qui inclut aussi, de plus en plus, les pays occidentaux. Ainsi, en 1976, plusieurs projets de jumelage de Chişinău sont ainsi envisagés par les autorités centrales, notamment avec Addis Abeba – l'idée est finalement abandonnée – et avec la municipalité française de Grenoble, qui devient le premier partenaire étranger de la capitale moldave⁵⁰. Ce jumelage pose les bases de relations qui continuent jusqu'à nos jours et constituent un des axes de la coopération décentralisée franco-moldave⁵¹. Les collaborations avec la France doivent beaucoup, dans cette période, à l'activité de Petru Comendant, vice-ministre de l'Agriculture de RSS moldave nommé en 1975 conseiller au sein de l'ambassade soviétique à Paris. Jusqu'à cette époque, elles se limitent en effet à des voyages de groupes communistes, de touristes et à des contacts épisodiques avec l'Association des originaires de Bessarabie depuis 1956⁵². Il négocie plusieurs partenariats impliquant la Moldavie, dont le plus emblématique reste la création d'une usine cosmétique grâce à une coopération avec Dior, négociée au plus haut niveau par les dirigeants de la république⁵³.

Mais cette inclusion *de facto* dans la politique étrangère soviétique s'accompagne aussi d'une quête croissante de reconnaissance. Une observation des travaux publiés, dans les différentes langues de l'Union, sur la question du rôle extérieur des républiques révèle un net accroissement de leur nombre au cours des années 1970, comme le note en 1979 Ivan Moraru dans une thèse consacrée aux relations extérieures de la Moldavie⁵⁴. Les républiques obtiennent l'organisation de conférences internationales sur leur sol, la Moldavie se concentrant sur celles qui concernent l'agri-

⁴⁷ Extrait du journal de Nicolae Stepanov, secrétaire-général du MAE moldave, 27 avril 1982, AMAEIEM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 21, f. 57.

⁴⁸ Lettre du Comité d'Etat d'URSS aux relations culturelles avec l'étranger au CC PCM, 6 avril 1965, AOSPRM, f. 51, inv. 25, dos. 102, ff. 58-59 ; lettre du MAE moldave à l'ambassadeur soviétique au Rwanda, 12 avril 1974, AMAEIEM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 14, f. 39.

⁴⁹ Lettre du vice-ministre fédéral aux questions hydrauliques (*Minvodka*) au CC PCM, 24 novembre 1977, AOSPRM, f. 51, inv. 44, dos. 12, f. 161.

⁵⁰ Lettre de la SSOD au CC PCM, 15 novembre 1976, AOSPRM, f. 51, inv. 40, dos. 27, f. 154.

⁵¹ Florent Parmentier, «France: Unfulfilled Potential as Major EU Partner of Moldova», in Marcin Kosienkowski, William Schreiber (dir.), *Moldova. Arena of International Influences*, Lanham-Boulder, Lexington Books, 2012, pp. 77-86.

⁵² Lettre de Piotr Ipatenko au Département de la propagande et de l'agitation du CC PCM, non daté (1967), AOSPRM, f. 51, inv. 28, dos. 258, ff. 20-21.

⁵³ Grigore Eremei, *Faşa nevăzută a puterii*, Chişinău, Litera, 2003, p. 121.

⁵⁴ Ivan Moraru, *Moldavskaja SSR vo vneshneekonomicheskih svyazjakh Sovetskogo Sojuza (1959-1975 gg.)*, Avtoreferat dissertatsii, Gosudarstvennyj Universitet im. Lenina, Minsk, 1979, p. 7.

culture, son domaine de prédilection, et l'éducation⁵⁵. A partir du milieu des années 1970, le ministère fédéral entreprend d'organiser des conférences de coordination avec les MAE républicains sur une série de sujets d'intérêt commun. Les archives moldaves ne permettent pas de reconstituer une chronologie exhaustive de ces conférences, mais contiennent le sténogramme d'une d'entre elles, tenue les 5-6 mai 1977 et consacrée aux mesures prises pour le 60^e anniversaire de la révolution d'Octobre. C'est le vice-ministre en charge des relations avec les républiques, Vladimir Semenov, qui ouvre la conférence et souligne l'importance d'associer les républiques, du fait de l'intensification de leurs relations avec l'étranger, afin qu'elles participent à la propagande organisée autour de l'événement⁵⁶. Cette conférence coïncide avec le processus d'adoption de la nouvelle Constitution soviétique, qui confirme les compétences des républiques en matière de relations extérieures⁵⁷.

Formes et structures de la diplomatie périphérique

Le début des années 1980 marque, en RSSM comme dans d'autres républiques soviétiques, un tournant en matière de gestion des relations extérieures. Ce tournant est d'autant plus remarquable que la période est en général présentée comme l'apogée de la stagnation brejnévienne. Pourtant, c'est bien en décembre 1981 qu'arrive à la tête du MAE moldave un nouveau responsable, Petru Comendant. Pour la première fois, le poste est détenu en propre et non pas combiné avec la fonction de chef du gouvernement⁵⁸. Fort de son expérience à Paris et de sa connaissance générale de l'appareil diplomatique soviétique, Comendant veut renforcer le rôle de son ministère. Il observe notamment la démultiplication des relations extérieures entretenues par les institutions moldaves et souhaite faire du MAE un organe de coordination et de contrôle de ces liens. De manière significative, un même constat est fait dans d'autres républiques, où l'ampleur prise au cours des années par les relations extérieurs fait l'objet d'une prise de conscience. Petru Comendant peut compter en cela sur l'appui du MAE fédéral, dont le Collège a adopté au printemps 1981 une décision visant à renforcer le rôle-pivot des ministères républicains⁵⁹.

Dès lors, on constate que les années 1980 voient un renforcement des structures relatives aux relations extérieures de la république, avant même que ne s'exprime tout processus indépendantiste dans la république. Les effectifs du ministère double rapidement pour atteindre 11 personnes à la fin de 1982 et montent à 16 à la fin de la décennie⁶⁰. C'est même pour coordonner l'activité extérieure de propagande

⁵⁵ Lettre de la commission de l'URSS pour les affaires de l'UNESCO au MAE moldave, 17 avril 1969, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 1, ff. 150-151.

⁵⁶ Sténogramme de la conférence de coordination des MAE soviétiques, 5-6 mai 1977, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 15, ff. 233-236.

⁵⁷ La loi moldave du 28 décembre 1978 sur les pouvoirs du conseil des ministres de RSSM le rappelle dans son article 15. Artur Cozma, *op.cit.*, 2007, pp. 40-41.

⁵⁸ Lettre du secrétaire-général du MAE moldave, Nicolae Stepanov, au MAE fédéral, 18 janvier 1982, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 21, f. 4.

⁵⁹ Décision du Collège du MAE soviétique transmis au MAE moldave, 11 juin 1981, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 13, ff. 347-348.

⁶⁰ Note de Sergei Lazarev au Comité des syndicats de Moldavie, 2 décembre 1982, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-S, dos. 21, f. 170.

que Petru Comendant demande en novembre 1982 au Comité central moldave de créer un Conseil de coordination *ad hoc*, placé auprès du Comité central ou du MAE lui-même⁶¹. Rappelant que la Moldavie a accueilli 65.000 visiteurs étrangers en 1981, dont 50 délégations officielles de haut niveau, et hébergé 11 événements internationaux, il déplore l'approche dispersée qui préside à cette activité internationale. Chaque ministère mène en effet ses propres coopérations et échanges, sans se soucier de la cohérence d'ensemble des relations extérieures de la Moldavie ni du travail de propagande⁶². L'analyse de Comendant est largement partagée par le Département de l'information et des relations internationales du CC, dirigé par Victor Andrushchak, bien que ce dernier ne propose pas nécessairement les mêmes remèdes.

Particulièrement intéressé par les questions économiques et industrielles, Andrushchak publie dans les années 1980 de nombreux ouvrages sur la place de la Moldavie dans le commerce extérieur de l'URSS, qui s'appuient très largement sur son travail au sein de l'appareil du CC PCM⁶³. Certains de ces ouvrages, qui s'adressent à un public scolaire, visent à faire connaître à un public large la dimension internationale de la RSS moldave⁶⁴. Si ces discours s'inscrivent dans une conception très orthodoxe du régime, très loin de toute idée d'indépendantisme, il est néanmoins frappant de voir qu'ils facilitent l'affirmation, à la fin des années 1980, d'une souveraineté moldave sur la scène internationale. Dès 1987, les instances centrales envisagent un nouvel élargissement des compétences des républiques en matière de relations internationales, notamment frontalières. Au sein de chaque république, le débat sur cette activité devient de plus en plus vif et le travail au sein du ministère gagne rapidement en prestige, attirant de jeunes hauts fonctionnaires, comme Alexei Cracan, qui a commencé sa carrière à l'ambassade soviétique au Congo (1982-1985), après avoir étudié à l'Institut Thorez de langues vivantes à Moscou⁶⁵. Le MAE moldave multiplie ainsi les conférences de presse à partir de 1986, ainsi que les interventions télévisées et médiatiques, à l'occasion de différents événements de l'actualité internationale⁶⁶. Les liens extérieurs de la Moldavie sont discutés très officiellement dans les organes du PCM et Petru Comendant appelle plusieurs fois à en élargir la sphère⁶⁷.

Les dernières années de l'URSS correspondent à un tourbillon de changement

⁶¹ Note de Petru Comendant au CC PCM, 3 novembre 1982, AOSPRM, f. 51, inv. 59, dos. 7, ff. 69-71.

⁶² Ainsi, le ministère de l'Agriculture de RSSM accueille à lui seul 121 délégations de 34 pays en 1981. *Ibid.*, f. 69.

⁶³ Viktor Andrushchak, *Moldavija v sotrudnichestve Sovetskogo Sojuza v sotrudnichestve s sotsialisticheskimi stranami*, Chişinau, Cartea Moldovenească, 1981.

⁶⁴ Victor Andrushchak, *Moldavija v mezhdunarodnykh ekonomicheskikh i kul'turnykh svyazjakh Sovetskogo Sojuza (1971-1985 gg.) (Material v pomoshch' lektoru)*, Chişinau, Obshchestvo „Znanie”, 1986, p. 5.

⁶⁵ Entretien avec S.E. Alexei Cracan, 27 octobre 2016.

⁶⁶ Rapport du département de l'information politique du MAE moldave au CC PCM, non daté (mi-1986), AOSPRM, f. 51, inv. 73, dos. 5, ff. 3-9.

⁶⁷ Voir l'entretien avec Sergei Lazarev, vice-MAE moldave: «Legăturile Moldovei cu țările străine», *Tribuna: Revistă a Comitetului Central al Partidului Comunist al Moldovei*, No. 22, 1988, pp. 31-33; Petru Comendant, «V uslovijakh perestrojki (O dejatel'nosti MID MSSR rasskazyvaet ministr inostrannykh del MSSR P.V. Komendant)», *Sovetskaja Moldavija*, 21 avril 1988.

en ce qui concerne l'organisation de l'appareil diplomatique. Il révèle les incertitudes fortes qui pèsent sur le pays, avec un mélange d'exigences émises par certaines des républiques et de concessions faites par le pouvoir central dans le cadre de la redéfinition du «pacte fédéral». Dans le cas de la Moldavie, les autorités républicaines défendent dès 1989 l'idée d'une souveraineté élargie des républiques, tout en reconnaissant l'impossibilité de développer une diplomatie dans tous les domaines. Cédant à une série d'initiatives républicaines, le MAE central accepte à la fin de l'année de créer des instances permanentes de coordination de la politique étrangère avec les républiques, ainsi que d'inclure des représentants de ces républiques dans les missions à l'étranger⁶⁸. Mais il est déjà trop tard pour inverser la dynamique qui se joue dans certaines républiques, dont la Moldavie. À la veille de la proclamation de la souveraineté moldave, le nouveau MAE Nicolae Țău reste certes encore prudent, en suggérant qu'une partie des relations extérieures de la Moldavie puisse se faire par l'intermédiaire des ambassades soviétiques. Mais il met en avant le droit d'avoir des relations économiques extérieures libres, ainsi que d'adhérer à des organisations spécialisées de l'ONU, en matière économique et environnementale⁶⁹.

Conclusion

La situation de la Moldavie soviétique en matière de relations extérieures apparaît, à bien des égards, comme un «exceptionnel normal», pour reprendre l'expression de Ginzburg et Poni⁷⁰. Les histoires générales de l'Union soviétique n'accordent en général qu'une attention réduite à la RSSM, du fait de sa taille et de son caractère périphérique à l'échelle de l'URSS. Mais la république se trouve bien prise dans les évolutions globales qui touchent le pays et, précisément du fait de sa situation et de son caractère frontalier, révèle les enjeux des relations extérieures des républiques. La principale conclusion de cet article est que ces relations extérieures faisaient partie de la conception officielle du rôle des républiques dès les années 1950 et ont contribué à leur ouverture au monde, ainsi qu'à leur visibilité. Dans le cas de la Moldavie, l'affirmation d'une présence dans les relations internationales, sous le couvert soviétique, contribuait à la polémique menée contre le régime roumain et à l'affirmation d'une *étaticité* (*statalitate* en roumain, *gosudarstvennost'* en russe) moldave propre. Cette étaticité était utilisée contre les arguments roumains qui ne voyaient dans la Moldavie qu'une partie historique du territoire et du peuple roumains⁷¹.

L'expérience du MAE moldave souligne l'importance des liens avec les autres pays du bloc de l'Est dans l'affirmation d'un rôle extérieur des républiques, ce qui n'est pas sans similarité avec les effets de l'intégration en Europe de l'Ouest dans

⁶⁸ Décision du Collège du MAE fédéral, 6 mai 1989, AMAEIERM, f. 1-S, inv. 1-ABS, dos. 35, ff. 202-204.

⁶⁹ Nicolae Țău, «Mitul tăcerii între adevăr și anatemă (Dialogul cu dl. N. Țău, ministrul de externe al RSS Moldova)», *Literatura și Arte*, 14 juin 1990, p. 7.

⁷⁰ Carlo Ginzburg, Carlo Poni, «La micro-histoire», *Le Débat*, 1981/10, No. 17, pp. 133-136.

⁷¹ A.V. Surilov, *Istoriia gosudarstva i prava Moldavskoj SSR (1917-1959)*, Chișinau, Cartea Moldovenească, 1963; Artem Lazarev, *Moldavskaja sovetskaja gosudarstvennost' i bessarabskij vopros*, Chișinau, Cartea Moldovenească, 1974; sur ce point, voir Charles King, *The Moldovans. Romania, Russia, and The Politics of Culture*, Stanford, Hoover Institution Press, 2000, pp. 104-113.

l'émergence d'une diplomatie subétatique et d'une «Europe des régions⁷²». Bien que le MAE moldave n'ait gardé, jusqu'à la chute de l'URSS, que des dimensions modestes, il devient, surtout dans les dernières années, une véritable pépinière où commencent à travailler plusieurs figures-clefs de la diplomatie de l'époque de l'indépendance⁷³. C'est ainsi que commence à travailler au sein du MAE moldave, à la fin des années 1980, un jeune diplomate formé au MGIMO, Iurie Leancă, qui devient dans les années 2000 ministre des Affaires étrangères puis premier ministre de Moldavie. Dès lors, si l'intégration de la Bessarabie à l'Union soviétique en 1940 est bien passée par un acte d'occupation violente et a débouché sur une répression durable, il convient de se rappeler que l'expérience soviétique a durablement marqué les formes d'expression de l'identité politique moldave contemporaine. En créant dès 1944 un «ministère sans pays» tel que le MAE moldave, le pouvoir soviétique donnait force à l'idée d'une existence séparée de la Moldavie sur la scène internationale et à la possibilité d'un ministère avec un pays.

⁷² Jacques Palard (dir.), *Les relations internationales des régions en Europe, Etudes internationales*, Vol. XXX, No. 4, Décembre 1999.

⁷³ Entretien avec S.E. Alexei Cracan, 27 octobre 2016.